

L'Europe agricole dans la tourmente de la guerre commerciale ?

Communiqué de presse : A l'occasion de sa conférence de presse le 19 février 2019, Agriculture Stratégies a proposé **une série de propositions pour répondre aux tensions croissantes du commerce international et renouveler le multilatéralisme en matière agricole.**

En effet, l'UE vient de décider de saisir le 25 janvier dernier l'OMC pour défendre le principe de **découplage des aides** attaqué par les Américains dans l'affaire des olives espagnoles. Et, Pékin souhaite **lier le sujet du dumping dans l'industrie à celui du dumping en agriculture** pour défendre sa politique agricole et alimentaire.

Pour l'Union européenne, l'entrée de l'agriculture dans la guerre commerciale constitue à la fois une **opportunité et un risque** a identifié Frédéric Courleux, directeur des études d'Agriculture Stratégies. Cela peut, d'une part, être l'occasion de faire sortir la PAC de l'inefficacité dans laquelle la volonté européenne d'être « le bon élève » de l'OMC l'a conduite. L'UE va, d'autre part, être soumise à une pression internationale qui risque de conduire au sacrifice de notre sécurité alimentaire si l'on ne défend pas l'agriculture à son juste niveau, c'est-à-dire comme un intérêt stratégique prioritaire.

C'est pourquoi Olivier Allain, vice-président de la région Bretagne et membre du comité d'orientation d'Agriculture Stratégies, rappelle que « l'agriculture devrait davantage être perçue comme un enjeu stratégique » et que « la prochaine réforme de la PAC doit être l'occasion de changer le logiciel actuel largement inefficace car basé sur le découplage des aides ».

Jacques Carles, président d'Agriculture Stratégies, a proposé la création d'un Comité de Sécurité Alimentaire auprès de l'ONU car « l'agriculture n'est pas qu'une question de commerce, c'est une question au cœur de la sécurité et de la stabilité internationale ». Cela permettrait de créer les conditions pour lancer de nouvelles coopérations entre Etats et de resituer l'OMC au niveau des autres institutions internationales.

Frédéric Descrozaille, député LREM et également membre du comité d'orientation d'Agriculture Stratégies, a rappelé que limiter la gouvernance mondiale de l'agriculture à des enjeux commerciaux n'était pas la bonne option : « **dès que l'on a introduit l'agriculture dans les négociations internationales commerciales du GATT, on a mis en panne le multilatéralisme** ». Il appelle à ce que l'Europe se donne une **autonomie stratégique sur ces sujets** et qu'un débat s'ouvre sur la réforme des règles multilatérales en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire.

Tout comme le gouvernement allemand est déjà monté au créneau pour défendre son industrie automobile, il est légitime que le gouvernement français défende sans concession ses intérêts agricoles. Et dans cette perspective, qu'il soit particulièrement **vigilant sur le choix du futur Commissaire européen à l'Agriculture.**